

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2002.

**Art. 5.** Le Ministre flamand qui a l'Environnement dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juillet 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
P. DEWAELE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Agriculture,  
V. DUA

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2002 — 2848

[C — 2002/27685]

#### 11 JUILLET 2002. — Décret organisant le statut de la Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé « SOWALFIN » (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Statut et organisation de la SOWALFIN

##### Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** La Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises, en abrégé « SOWALFIN », est une société d'intérêt public constituée sous la forme d'une société anonyme dont le siège social est situé en Région wallonne.

Les statuts de la SOWALFIN sont établis par acte authentique moyennant leur approbation préalable par le Gouvernement. Toute modification de ceux-ci doit être approuvée au préalable par le Gouvernement.

Pour tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret, la SOWALFIN est soumise aux dispositions du Code des sociétés. Ses actes sont réputés commerciaux.

Le lien entre la SOWALFIN et les membres de son personnel est de nature contractuelle.

Dans l'ensemble de ses interventions, la SOWALFIN veille, par application des règles de bonne gestion industrielle, financière et commerciale, à dégager une rentabilité globale.

**Art. 2.** Les titres représentatifs du capital de la SOWALFIN sont nominatifs.

La majorité du capital et des droits de vote de la SOWALFIN doit être à tout moment détenue par la Région. Le solde du capital ne peut être détenu que par des institutions financières agréées par le Gouvernement.

**Art. 3.** La SOWALFIN a pour objet de favoriser la création et le développement de petites et moyennes entreprises wallonnes par l'octroi, sous diverses formes, seule ou en association avec des tiers, de financements, de garanties, de réassurance ou de crédits à usage professionnel.

En outre, la SOWALFIN exécute les missions qui lui sont déléguées en rapport avec son objet social, par décret ou par le Gouvernement, de la manière définie par celui-ci.

La Région procure à la SOWALFIN les ressources financières nécessaires à l'accomplissement de ces missions et à la couverture des charges qui en découlent pour elle. Les opérations exécutées par la SOWALFIN en application de ces missions sont présentées de manière distincte dans ses comptes.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Pour l'application du présent décret, les petites et moyennes entreprises sont définies, conformément au Règlement (C.E.) 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises, publié au *Journal officiel* L10/33 du 13 janvier 2001, comme les entreprises :

— employant moins de deux cent cinquante personnes et dont :

\* soit le chiffre d'affaires n'excède pas 40.000.000 d'euros;

\* soit le total du bilan annuel n'excède pas 27.000.000 d'euros;

— et qui respectent le critère d'indépendance, tel qu'il est défini ci-après.

Lorsqu'il est nécessaire d'établir une distinction entre une petite et une moyenne entreprise, la petite entreprise est définie comme étant une entreprise :

— employant moins de cinquante personnes, et dont :

\* soit le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 7.000.000 d'euros;

\* soit le total du bilan annuel n'excède pas 5.000.000 d'euros;

et qui respecte le critère d'indépendance, tel qu'il est défini ci-après.

Sont considérées comme indépendantes, les entreprises qui ne sont pas détenues à hauteur de 25 % ou plus du capital ou des droits de vote par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises ne correspondant pas à la définition de la petite et moyenne entreprise ou de la petite entreprise selon le cas. Ce seuil peut être dépassé dans deux cas :

— si l'entreprise est détenue par des sociétés publiques de participation, des sociétés de capital à risque ou des investisseurs institutionnels et à la condition que ceux-ci n'exercent, à titre individuel ou conjointement, aucun contrôle sur l'entreprise;

— si il résulte de la dispersion du capital qu'il est impossible de savoir qui le détient et que l'entreprise déclare qu'elle peut légitimement présumer ne pas être détenue à 25 % ou plus par une entreprise ou conjointement par plusieurs entreprises qui ne correspondent pas à la définition de la petite et moyenne entreprise ou de la petite entreprise selon le cas.

Pour le calcul des seuils visés aux deux premiers alinéas, il convient d'additionner les données de l'entreprise bénéficiaire et de toutes les entreprises dont elle détient directement ou indirectement 25 % ou plus du capital ou des droits de vote.

Lorsqu'il est nécessaire de distinguer les micro-entreprises des autres types de petites et moyennes entreprises, celles-ci sont définies comme étant des entreprises employant moins de dix salariés.

Lorsqu'une entreprise, à la date de clôture du bilan, vient de dépasser, dans un sens ou dans un autre, les seuils de l'effectif ou les seuils financiers énoncés, cette circonstance ne lui fait acquérir ou perdre la qualité de « P.M.E. », entreprise moyenne, petite entreprise ou micro-entreprise, que si elle se reproduit pendant deux exercices consécutifs.

Le nombre de personnes employées correspond au nombre d'unités de travail par an (U.T.A.), c'est-à-dire au nombre de salariés employés à temps plein pendant une année, le travail à temps partiel ou le travail saisonnier étant des fractions d'U.T.A. L'année à prendre en considération est celle du dernier exercice comptable clôturé.

Les seuils retenus pour le chiffre d'affaires ou le total du bilan sont ceux afférents au dernier exercice clôturé de douze mois.

Dans le cas d'une entreprise nouvellement créée et dont les comptes n'ont pas encore été clôturés, les seuils à considérer font l'objet d'une estimation de bonne foi en cours d'exercice.

§ 2. Le Gouvernement peut modifier la définition de petite et moyenne entreprise pour l'adapter aux modifications qui seraient apportées à cette définition par le droit européen.

**Art. 5.** La Région délègue à la SOWALFIN la mission d'accorder, moyennant commission, une garantie partielle et supplétive sur le remboursement en capital et intérêts de prêts ou crédits consentis par :

1° des établissements de crédits et des établissements financiers agréés par la Commission bancaire et financière;

2° des sociétés spécialisées dans le financement des opérations de création et de développement des petites et moyennes entreprises, à l'exception de celles dans lesquelles les pouvoirs publics détiennent directement ou indirectement une participation majoritaire ou de celles qui bénéficient d'un droit de tirage ou d'un financement régional.

Le conseil d'administration de la SOWALFIN fixe le mode de calcul du niveau des commissions en fonction du risque encouru, ainsi que les modalités d'exécution de cette mission.

Cette mission porte sur les opérations suivantes :

1° le crédit d'investissement et le crédit-bail destinés :

a. au financement d'immeubles bâtis ou non bâtis d'une durée maximale de vingt-cinq ans;

b. au financement de machines d'une durée maximale de dix ans;

c. au financement de matériel, de mobilier professionnel ou d'outillage d'une durée maximale de cinq ans;

d. au financement d'une durée maximale de cinq ans d'investissements immatériels, tels que les études de marché, d'organisation, la recherche ou la mise au point de prototypes, de produits nouveaux, de procédés nouveaux de fabrication, de méthodes de commercialisation, de fonds de commerce et l'achat de licences et de brevets;

2° le crédit de constitution, de renforcement ou de reconstitution de fonds de roulement amenuisé par le financement d'investissements antérieurs visés au 1°;

3° le crédit visant l'augmentation de fonds propres ou de quasi-fonds propres d'une petite et moyenne entreprise dont la majorité des actions est détenue par des personnes physiques et dont la gestion est assurée par l'une au moins de ces personnes;

4° le crédit destiné à l'acquisition d'actions ou de participations dans le cadre de transmission ou d'acquisition de petites et moyennes entreprises;

5° le crédit de bonne fin.

Le Gouvernement peut, le cas échéant, compléter, préciser ou restreindre les opérations visées à l'alinéa 3.

L'encours maximum des engagements de la SOWALFIN pour la mission visée au présent paragraphe est fixé à 400 millions d'euros.

Ce montant peut être majoré jusqu'à 25 % par une décision du Gouvernement.

Le Gouvernement détermine les secteurs d'activité exclus du bénéfice des dispositions visées aux articles 3 et 5.

**Art. 6.** Lorsqu'elle agit sur fonds propres, la SOWALFIN peut contracter des emprunts couverts par la garantie de la Région aux conditions déterminées par le Gouvernement.

La SOWALFIN peut aussi émettre dans le public des emprunts obligataires non convertibles.

Les émissions dans le public sont subordonnées à l'autorisation du Gouvernement qui en approuve les conditions et peut leur accorder la garantie de la Région aux conditions qu'il détermine.

L'encours maximum des engagements de la SOWALFIN garantis par la Région en application des alinéas 1<sup>er</sup> et 2 est fixé à 250 millions d'euros.

Les décaissements que la Région serait obligée de faire en vertu de sa garantie lui sont remboursés en principal, majorés des intérêts au même taux que celui des emprunts garantis.

Les remboursements dus par la SOWALFIN sont faits exclusivement par voie de prélèvements sur les bénéficiaires.

**Art. 7.** Pour l'exécution de toute mission déléguée ou lorsqu'elle agit sur fonds propres, la SOWALFIN peut, notamment, en vue de favoriser la réalisation de son objet social :

1° conclure tout contrat d'association, faire partie de toute association, groupe ou syndicat ou y prendre des intérêts;

2° constituer une filiale, acquérir une participation dans le capital d'une société par voie d'apport, de cession, de souscription ou par tous autres moyens, pour autant que l'objet social de la filiale ou de la société dans laquelle elle prend une participation soit conforme à l'objet social de la SOWALFIN;

3° souscrire des emprunts obligataires, le cas échéant convertibles, avec ou sans droit de souscription, octroyer des prêts, consentir des garanties;

4° prendre toutes garanties et sûretés personnelles ou réelles, notamment, un gage sur fonds de commerce;

5° recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile à la réalisation de son objet social;

6° procéder à l'acquisition de tout effet mobilier dans le cadre de la gestion de sa trésorerie.

La SOWALFIN ne peut réaliser les opérations visées aux 1° et 2° que moyennant l'autorisation expresse du Gouvernement. Les opérations visées aux 3°, 4°, 5° et 6° peuvent être accomplies par la SOWALFIN sans autorisation du Gouvernement.

Les articles 31 et 33 de la loi du 2 avril 1962 constituant une société nationale d'investissement et des sociétés régionales d'investissement sont applicables.

**Art. 8.** La SOWALFIN crée et tient à jour un site Internet sur lequel elle met à la disposition du public une information générale concernant ses activités, son objet, les moyens d'intervention qu'elle utilise et leurs modalités, ainsi que toutes autres informations et données qu'elle jugerait utiles.

Elle met également à la disposition de toute personne qui lui en fait la demande une documentation écrite reprenant des informations équivalentes.

La SOWALFIN publie annuellement un rapport sur sa situation et ses activités. Ce rapport est disponible sur le site Internet visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> et sur support papier.

#### Section 2. — Organes

**Art. 9.** La SOWALFIN est administrée par un conseil d'administration composé de quatorze membres, nommés et révoqués par l'assemblée générale.

Onze administrateurs sont nommés sur présentation de la Région. Les trois autres administrateurs sont nommés sur présentation des autres actionnaires, selon les modalités déterminées par les statuts, pour autant que ces autres actionnaires détiennent ensemble au moins 5 % du capital et des droits de vote de la SOWALFIN.

La durée du mandat des administrateurs est fixée par les statuts. Elle ne peut excéder six ans.

Le conseil d'administration nomme parmi ses membres, sur avis conforme du Gouvernement, un président et deux vice-présidents.

Ne peuvent faire partie du conseil d'administration ou se voir déléguer des pouvoirs relevant de la compétence du conseil d'administration les membres des Chambres législatives, du Parlement européen, des Conseils des Communautés et des Régions, les personnes qui ont la qualité de ministre ou de secrétaire d'Etat ou de membre d'un Gouvernement de Communauté ou de Région, de député permanent, de président d'intercommunale ou de bourgmestre, d'échevin, de président d'un centre public d'aide sociale d'une commune de plus de trente mille habitants.

Le mandat de membre du conseil d'administration de la SOWALFIN cesse de plein droit, pour les personnes qui viennent à exercer des fonctions visées à l'alinéa 5, lors de la prestation de serment ou de l'exercice de ces fonctions.

**Art. 10.** Outre les compétences qui lui sont dévolues par le Code des sociétés, le conseil d'administration a pour missions :

1° de définir la politique générale de la SOWALFIN;

2° d'arrêter les modalités et les conditions générales d'intervention de la SOWALFIN, tant dans l'exécution de ses missions déléguées, dans le cadre des orientations définies par le Gouvernement, que pour l'emploi de ses fonds propres;

3° de soumettre à l'approbation du Gouvernement les modifications aux statuts de la SOWALFIN qui lui paraissent opportunes et de donner au Gouvernement son avis sur les projets de telles modifications lorsque le Gouvernement en prend l'initiative;

4° de communiquer chaque année au Gouvernement, dans le courant de l'année suivant la fin de l'exercice, un rapport sur l'activité de la SOWALFIN, qui comportera notamment une analyse sectorielle des activités. Ce rapport est transmis pour information par le Gouvernement au Conseil régional wallon dans un délai ne dépassant pas un mois.

**Art. 11.** Il est institué au sein de la SOWALFIN un comité de direction composé d'un président et de deux autres membres, nommés par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration choisit le président du comité de direction parmi ses membres, autres que son président et ses vice-présidents, sur avis conforme du Gouvernement. Les deux autres membres du comité de direction sont choisis par le conseil d'administration hors son sein et assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Les membres du comité de direction exercent leurs fonctions dans le cadre d'un contrat de travail à durée indéterminée. L'article 9, alinéas 5 et 6, leur est applicable.

Les membres du comité de direction forment un collège.

**Art. 12.** Le comité de direction a pour missions :

1° d'assurer la mise en œuvre des missions qui lui sont confiées par le conseil d'administration;

2° d'assurer la gestion journalière de la SOWALFIN.

**Art. 13.** L'assemblée générale exerce les compétences qui lui sont dévolues par le Code des sociétés.

L'assemblée générale fixe le montant de la rémunération et des émoluments des administrateurs.

**Art. 14.** Les statuts prévoient l'organisation d'un ou de plusieurs comités de crédit ayant pour mission de décider, sur proposition du comité de direction, l'octroi des financements, des crédits, des garanties et des contre-garanties, ainsi que leur résiliation éventuelle.

Chaque comité de crédit est composé du président et des vice-présidents du conseil d'administration, ainsi que des membres du comité de direction. Chacun de ces membres a une voix délibérative. Le conseil d'administration peut décider de leur adjoindre un ou plusieurs autres membres choisis pour leur compétence ou leur expérience. En ce cas, le conseil d'administration précise si le ou les membres qu'il désigne ont ou non une voix délibérative.

Chaque comité de crédit est une instance collégiale qui statue à la majorité simple des votes.

**Art. 15.** Les statuts doivent prévoir et organiser un comité d'orientation, chargé d'établir une concertation avec les partenaires sociaux.

*Section 3. — Contrôle*

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement nomme et révoque trois commissaires dénommés « commissaires du Gouvernement » qui ont pour mission de veiller à ce que, dans toutes ses activités et opérations, la SOWALFIN respecte les lois, les décrets, les arrêtés, les statuts ou toute disposition contractuelle le cas échéant applicable.

La SOWALFIN paie aux commissaires du Gouvernement une rémunération fixée par le Gouvernement.

§ 2. Chaque commissaire du Gouvernement a le droit de prendre connaissance de toute décision de l'assemblée générale, du conseil d'administration et du comité de direction, de procéder à toutes les vérifications nécessaires et de se faire produire tous les renseignements ou documents utiles à l'exercice de leur mission.

§ 3. Chaque commissaire du Gouvernement a le droit d'assister, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration.

§ 4. Les commissaires du Gouvernement font un rapport régulier au Gouvernement sur l'exécution de leur mission et communiquent toutes observations utiles en rapport avec celle-ci. Ils tiennent à tout moment à la disposition du Gouvernement des informations complètes sur la situation financière de la SOWALFIN et sur ses activités.

§ 5. Chaque commissaire du Gouvernement dénonce au Gouvernement, après avoir recueilli l'avis de ses collègues, tout acte ou omission qui constitue selon lui une mauvaise exécution de ses missions par la SOWALFIN.

§ 6. De plus, deux commissaires du Gouvernement au moins, agissant conjointement, peuvent suspendre toute décision du conseil d'administration méconnaissant les lois, les décrets, les arrêtés ou les statuts de la SOWALFIN.

Les commissaires du Gouvernement disposent de quatre jours ouvrables pour exercer leur pouvoir de suspension. Ce délai court à partir du jour de la réunion à laquelle la décision suspendue a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement y aient été régulièrement convoqués, et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont eu connaissance.

Si le Gouvernement n'a pas statué dans les quinze jours de la suspension, la décision peut être exécutée.

En cas d'annulation de la décision, celle-ci est notifiée sans délai par le Gouvernement à la SOWALFIN.

**Art. 17.** Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité au regard du Code des sociétés et des statuts des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un ou plusieurs commissaires désignés par l'assemblée générale, au sein des membres de l'Institut des réviseurs d'entreprise.

*Section 4. — Dispositions diverses*

**Art. 18.** Pendant toute la période durant laquelle elle détient, en fonds propres ou en mission déléguée, une participation de 25 % ou plus dans une société, la SOWALFIN peut exiger tout renseignement de cette société. Elle prend connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux, et, généralement, de toutes les écritures de cette société.

**Art. 19.** Sans préjudice des obligations qui leur sont imposées par la loi ou par décret, et hors les cas où ils sont appelés à rendre témoignage en justice, le président, les vice-présidents et les membres du conseil d'administration, les membres du comité de direction, les membres d'un comité de crédit, les membres du comité d'orientation, les commissaires, les commissaires du Gouvernement, ainsi que le personnel de la SOWALFIN, ne peuvent se livrer à aucune divulgation de renseignements ou de faits confidentiels, dont ils ont eu connaissance en raison de leurs fonctions.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Sont punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 300 à 1.000 euros ou d'une de ces peines seulement, ceux qui refusent de donner les renseignements qu'ils sont tenus de fournir en vertu de l'article 18, ceux qui donnent sciemment des renseignements inexacts ou incomplets, ou ceux qui ne respectent pas sciemment les engagements contractés à l'égard de la SOWALFIN.

§ 2. Toute infraction à l'article 19 est punie d'un emprisonnement d'un mois à un an ou d'une amende de 300 à 1.000 euros.

§ 3. Les dispositions du livre I<sup>er</sup> du Code pénal, sans exception du chapitre VII et de l'article 85, sont applicables aux infractions visées aux paragraphes 1<sup>er</sup> et 2.

**Art. 21.** L'administration du cadastre, de l'enregistrement et des domaines a qualité pour conférer l'authenticité à tout acte relatif à l'organisation ainsi qu'à l'administration interne de la SOWALFIN.

**Art. 22.** La dissolution avec liquidation de la SOWALFIN ne peut être prononcée que par un décret qui réglera le mode et les conditions de la liquidation.

*CHAPITRE II. — Respect du droit européen de la concurrence*

**Art. 23.** Toutes les mesures financières octroyées par la SOWALFIN aux petites et moyennes entreprises le sont dans le respect du Règlement (C.E.) 69/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides de minimis publié au *Journal officiel* L10/30 du 13 janvier 2001 et, dans le cas où le plafond établi par celui-ci serait dépassé, conformément au Règlement (C.E.) 70/2001 de la Commission du 12 janvier 2001 concernant l'application des articles 87 et 88 du traité aux aides d'Etat en faveur des petites et moyennes entreprises, publié au *Journal officiel* L10/33 du 13 janvier 2001, ainsi que conformément à toutes normes européennes qui viendraient compléter ou modifier les textes précités.

*CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et abrogatoires*

**Art. 24.** La société anonyme « Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries », en abrégé : « F.W.P.M.I. », dont le siège social est situé avenue Maurice Destenay, 13, à 4000 Liège, deviendra la SOWALFIN après le changement de sa dénomination en SOWALFIN et l'adoption de nouveaux statuts conformément aux dispositions du présent décret.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Le décret du 6 mai 1999 créant la Société de garantie régionale wallonne (S.G.R.W.) est abrogé.

§ 2. La Société de garantie régionale wallonne est dissoute et mise en liquidation.

Pour tout ce qui n'est pas réglé par le présent décret, les dispositions du Code des sociétés relatives à la liquidation s'appliquent.

Le ou les liquidateurs, désignés par l'assemblée générale, auront notamment pour missions impératives :

- de régler la situation des membres du personnel de la S.G.R.W., en ce compris celle des membres de son comité de direction;
- de transférer pour 1 euro à la SOWALFIN, qui sera tenue d'accepter, tous les actifs, droits et obligations indispensables à la poursuite de la mission déléguée en application de l'article 5, en ce compris notamment le droit au bail et les logiciels;
- de transférer à la SOWALFIN le boni de liquidation éventuel.

Les actions en justice relatives aux droits et obligations de la S.G.R.W. ainsi transférées seront intentées ou poursuivies, en mission déléguée, par la SOWALFIN, sans reprise d'instance, tant en qualité de demandeur que de défendeur.

§ 3. Dans la Section II – Fonds de Garantie, les articles 12 à 27 de la loi du 4 août 1978 de réorientation économique sont abrogés en ce qui concerne la Région wallonne.

**Art. 26.** La SOWALFIN reprend, en mission déléguée, les droits et obligations du Fonds de garantie constitué au sein de la société anonyme Crédit professionnel nés des politiques de réassurance des sociétés de caution mutuelle, ainsi que les droits et obligations visés actuellement à l'article 13 du décret du 6 mai 1999 créant la société anonyme de droit public « Société de garantie régionale wallonne ».

**Art. 27.** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur du présent décret. Cette entrée en vigueur ne peut intervenir qu'après le changement de dénomination de la F.W.P.M.I. en SOWALFIN et l'adoption de nouveaux statuts établis et approuvés conformément à l'article 1<sup>er</sup>.

Le Gouvernement peut prévoir une entrée en vigueur différée pour certaines dispositions du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 juillet 2002.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E, de la Recherche et des Technologies nouvelles,  
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,  
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,  
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,  
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,  
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,  
Mme M. ARENA

Notes

(1) *Session 2001-2002.*

*Documents du Conseil 371 (2001-2002) n<sup>os</sup> 1 à 9.*

*Compte rendu intégral, séance publique du 9 juillet 2002.*

*Discussion - Vote.*

#### ÜBERSETZUNG

#### MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2002 — 2848

[C – 2002/27685]

**11. JULI 2002 — Dekret zur Regelung der Satzungen der "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises" (Wallonische Finanzierungs- und Garantiegesellschaft der Klein- und Mittelbetriebe), abgekürzt "SOWALFIN" (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

#### KAPITEL I — *Satzung und Organisation der SOWALFIN*

##### *Erster Abschnitt — Allgemeines*

**Artikel 1** - Die "Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises", abgekürzt "SOWALFIN", ist eine Gesellschaft öffentlichen Interesses. Sie hat die Form einer Aktiengesellschaft, deren Gesellschaftssitz in der Wallonischen Region festgelegt ist.

Die Satzungen der SOWALFIN werden durch eine authentische Urkunde, unter Vorbehalt ihrer vorherigen Genehmigung durch die Regierung, festgelegt. Jegliche Abänderung dieser Satzungen muss vorher durch die Regierung genehmigt werden.

Alles, was nicht durch das vorliegende Dekret geregelt wird, unterliegt den Bestimmungen des Gesetzes über die Handelsgesellschaften. Die Handlungen der SOWALFIN gelten als Handelsgeschäfte.

Das Verhältnis zwischen der SOWALFIN und den Mitgliedern ihres Personals ist vertraglicher Art.

Durch die Anwendung der Regeln für eine gute industrielle, finanzielle und kommerzielle Verwaltung sorgt die SOWALFIN in allen ihren Handlungen dafür, dass eine gesamte Wirtschaftlichkeit erreicht wird.

**Art. 2** - Die Stammkapitalaktien der SOWALFIN sind Namensaktien.

Der Hauptteil des Kapitals und die Mehrheit der Stimmenanteile der SOWALFIN müssen jederzeit im Besitz der Region sein. Das übrigbleibende Kapital darf nur im Besitz von durch die Regierung genehmigten Geldinstituten sein.

**Art. 3** - Zweck der SOWALFIN ist es, durch die Gewährung unter verschiedenen Formen von Finanzierungen, Bürgschaften, Rückversicherungen und von Krediten zu Berufszwecken, alleine oder gemeinsam mit Dritten, die Gründung und die Entwicklung von wallonischen Klein- und Mittelbetrieben zu fördern.

Außerdem führt die SOWALFIN die Aufgaben durch, die ihr im Rahmen ihres Gesellschaftszwecks durch Dekret oder durch die Regierung übertragen werden, auf die durch letztere festgelegte Weise. Die Region stellt der SOWALFIN alle finanziellen Mittel bereit, die sie für die Durchführung ihrer Aufgaben und die Abdeckung der damit entstehenden Lasten benötigt. Die Geschäfte, die die SOWALFIN in Anwendung dieser Aufgaben tätigt, werden in ihren Büchern getrennt aufgeführt.

**Art. 4** - § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Dekrets gelten als Klein- und Mittelbetriebe gemäß der Verordnung (EG) 70/2001 der Kommission von 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere Unternehmen, die im Amtsblatt L10/33 vom 13. Januar 2001 veröffentlicht worden ist, die Betriebe, die:

- weniger als zweihundertfünfzig Personen beschäftigen und
  - \* einen Jahresumsatz von höchstens 40 Mio. EUR
  - \* oder eine Jahresbilanzsumme von höchstens 27 Mio. EUR haben und
- die das hierunter definierte Unabhängigkeitskriterium erfüllen.

Für den Fall, dass eine Unterscheidung zwischen Klein- und Mittelbetrieben erforderlich ist, gelten als "Kleinbetriebe" die Betriebe, die:

- weniger als 50 Personen beschäftigen und
  - \* einen Jahresumsatz von höchstens 7 Mio. EUR
  - \* oder eine Jahresbilanzsumme von höchstens 5 Mio. EUR haben und
- die das hierunter definierte Unabhängigkeitskriterium erfüllen.

Als unabhängig gelten Betriebe, die nicht zu 25 % oder mehr des Kapitals oder der Stimmenanteile im Besitz von einem oder von mehreren Betrieben gemeinsam stehen, welche die Definition der Klein- und Mittelbetriebe bzw. der Kleinbetriebe nicht erfüllen. Dieser Schwellenwert kann in zwei Fällen überschritten werden:

- wenn der Betrieb im Besitz von öffentlichen Beteiligungsgesellschaften, Risikokapitalgesellschaften oder institutionellen Anlegern steht und diese weder einzeln noch gemeinsam Kontrolle über den Betrieb ausüben;
- wenn aufgrund der Kapitalstreuung nicht ermittelt werden kann, wer die Anteile hält, und der Betrieb erklärt, dass er nach bestem Wissen davon ausgehen kann, dass er nicht zu 25 % oder mehr seines Kapitals im Besitz von einem oder von mehreren Unternehmen gemeinsam steht, die die Definition der Klein- und Mittelbetriebe bzw. der Kleinbetriebe nicht erfüllen.

Zur Berechnung der in den ersten zwei Absätze aufgeführten Schwellenwerte müssen die Zahlen des jeweiligen Betriebs sowie aller Betriebe, von denen er direkt oder indirekt 25 % oder mehr des Kapitals oder der Stimmenanteile hält, addiert werden.

Soweit es erforderlich ist, zwischen Kleinstbetrieben und anderen Klein- und Mittelbetrieben zu unterscheiden, gilt als Kleinstbetrieb ein Betrieb mit weniger als zehn Beschäftigten.

Über- oder unterschreitet ein Betrieb an einem Bilanzstichtag die genannten Schwellenwerte für die Beschäftigtenzahl, den Umsatz oder die Bilanzsumme, so verliert oder erwirbt er dadurch den Status eines "KMB", eines mittleren Betriebs, eines kleinen Betriebs oder eines Kleinstbetriebs erst dann, wenn sich die Über- oder Unterschreitung in zwei aufeinanderfolgenden Geschäftsjahren wiederholt.

Die Beschäftigtenzahl entspricht der Zahl der Jahresarbeitseinheiten (JAE), d. h. der Anzahl der während eines Jahres beschäftigten Vollzeitmitarbeiter, Teilzeitbeschäftigte und Saisonarbeiter, die nur entsprechend ihres Anteils an den JAE berücksichtigt. Grundlage für die Berechnung ist der letzte durchgeführte Jahresabschluss.

Die Schwellenwerte für den Umsatz und die Bilanzsumme beziehen sich ebenfalls auf den letzten durchgeführten Jahresabschluss. Bei einem neugegründeten Betrieb, der noch keinen Abschluss für einen vollständigen Rechnungszeitraum vorlegen kann, werden die entsprechenden Werte im laufenden Geschäftsjahr nach Treu und Glauben geschätzt.

§ 2. Die Regierung ist berechtigt, die Definition eines Klein- und Mittelbetriebs abzuändern, um diese an die Abänderungen, die an dieser Definition im Gemeinschaftsrecht vorgenommen würden, anzupassen.

**Art. 5** - Die Region überträgt der SOWALFIN die Aufgabe, gegen Zahlung einer Provision eine Teil- und ergänzende Bürgschaft zu bewilligen für die Rückzahlung des Kapitals, der Zinsen und Nebenkosten von Darlehen oder Krediten, die durch die folgenden Einrichtungen gewährt werden:

- 1° Kredit- und Finanzinrichtungen, die durch die Kommission für das Bank- und Finanzwesen zugelassen sind;
- 2° Gesellschaften, die auf die Finanzierung von Maßnahmen zur Gründung und Entwicklung von Klein- und Mittelbetrieben spezialisiert sind, mit Ausnahme der Gesellschaften, in denen die öffentlichen Behörden mittelbar oder unmittelbar die Mehrheit im Kapital halten, oder der Gesellschaften, die ein regionales Ziehungsrecht oder eine regionale Finanzierung genießen.

Der Verwaltungsrat der SOWALFIN bestimmt die Berechnungsart der Höhe der Provisionen je nach den eingegangenen Risiken sowie die Modalitäten für die Durchführung dieser Aufgabe.

Diese Aufgabe betrifft die folgenden Geschäfte:

1° der Anlegerkredit oder das Leasing zu folgenden Zwecken:

- a. Finanzierung von bebauten oder unbebauten Immobilien über höchstens fünfzig Jahre;

- b. Finanzierung von Maschinen über höchstens zehn Jahre;
- c. Finanzierung von Material, beruflichem Mobiliar oder Werkzeugausrüstung über höchstens fünf Jahre;
- d. Finanzierung über höchstens fünf Jahre von unkörperlichen Investitionen wie Marktbeobachtungen, Organisation, Forschung oder Entwicklung von Prototypen, neuen Produkten, neuen Herstellungs- und Vermarktungsverfahren, Firmenwert und Ankauf von Lizenzen oder Patenten;

2° der Kredit zur Bildung, Verstärkung oder Weiterbildung der Betriebsmittel, verringert durch die Finanzierung von unter 1° erwähnten früheren Investitionen;

3° der Kredit zur Erhöhung des Eigenkapitals oder der Quasi-Eigenmittel eines Klein- und Mittelbetriebs, dessen Mehrheitsaktionäre natürliche Personen sind und dessen Verwaltung von mindestens einer dieser Personen gewährleistet wird;

4° der Kredit, der zum Erwerb von Aktien oder Anteilen im Rahmen der Übertragung oder des Ankaufs von Klein- und Mittelbetrieben bestimmt ist;

5° der Ausfallkredit.

Die Regierung kann gegebenenfalls die in Absatz 3 erwähnten Maßnahmen ergänzen, klären oder beschränken.

Der höchste Bestand der Verbindlichkeiten der SOWALFIN für die im vorliegenden Paragraphen erwähnten Aufgabe ist auf 400 Millionen Euro festgelegt. Dieser Betrag kann durch einen Beschluss der Regierung um höchstens 25 % erhöht werden.

Die Regierung bestimmt die Tätigkeitsbereiche, die vom Anspruch auf die in Artikel 3 und 5 erwähnten Bestimmungen ausgeschlossen sind.

**Art. 6** - Wenn sie mit Eigenkapital handelt, kann die SOWALFIN Anleihen mit der Bürgschaft der Region unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen aufnehmen.

Die SOWALFIN ist ebenfalls berechtigt, unkonvertierbare Obligationsanleihen in der Öffentlichkeit auszugeben. Solche Ausgaben unterliegen der Zustimmung der Regierung, die die Bedingungen dieser Ausgabe genehmigt und unter den von ihr bestimmten Bedingungen die Bürgschaft der Region für die Anleihe gewähren kann.

Der höchste Bestand der Verbindlichkeiten der SOWALFIN, für welche die Region in Anwendung der Absätze 1 und 2 ihre Bürgschaft gewährt, ist auf 250 Millionen Euro festgelegt.

Die Auszahlungen, die die Region aufgrund ihrer Bürgschaftleistung tätigen müsste, werden ihr als Kapital zurückerstattet, erhöht um die Zinsen zum gleichen Zinssatz wie demjenigen der garantierten Anleihen. Die Rückzahlungen der von der SOWALFIN geschuldeten Beträge erfolgen ausschließlich durch Abzüge von den Gewinnen.

**Art. 7** - Für die Ausführung jeder übertragenen Aufgabe oder wenn sie mit Eigenkapital handelt, ist die SOWALFIN zur Förderung der Durchführung ihres Gesellschaftszwecks insbesondere berechtigt:

1° jeglichen Vereinigungsvertrag abzuschließen, einer Vereinigung, Gruppe oder Gewerkschaft anzugehören, oder Anteile bei ihnen zu erwerben;

2° eine Filiale zu gründen, einen Anteil am Kapital einer Gesellschaft durch Einlage, Abtretung, Zeichnung oder durch irgendwelche andere Mittel zu erwerben, sofern der Gesellschaftszweck der Filiale oder der Gesellschaft, in der sie einen Anteil erwirbt, dem Gesellschaftszweck der SOWALFIN entspricht;

3° Obligationsanleihen gegebenenfalls mit Umtauschrecht, mit oder ohne Zeichnungsrecht zu zeichnen, Darlehen und Bürgschaften zu gewähren;

4° jegliche persönlichen oder sachlichen Sicherheiten und Bürgschaften und insbesondere das Geschäftsvermögen als Pfand zu fordern;

5° die Dienste von Drittpersonen in Anspruch zu nehmen und ihnen jegliche Aufgabe anzuvertrauen, die zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks nützlich sind;

6° jegliches Mobiliar im Rahmen ihrer Kassenverwaltung zu erwerben.

Die SOWALFIN darf die in den Punkten 1° und 2° erwähnten Geschäfte nur unter Vorbehalt der ausdrücklichen Genehmigung der Regierung tätigen. Die in den Punkten 3°, 4°, 5° und 6° erwähnten Geschäfte können ohne die Genehmigung der Regierung getätigt werden.

Die Artikel 31 und 33 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer Nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften sind anwendbar.

**Art. 8** - Die SOWALFIN schafft und führt eine Internet-Webseite, auf der sie eine allgemeine Information über ihre Tätigkeiten, ihren Zweck, die Beteiligungsmittel, die sie verwendet, und deren Modalitäten, sowie die gesamten anderen Informationen und Daten, die sie für nützlich halten würde, zur Verfügung der Öffentlichkeit stellt.

Sie stellt ebenfalls eine schriftliche Dokumentation, die entsprechende Informationen enthält, zur Verfügung jeder Person, die sie beantragt.

Die SOWALFIN veröffentlicht jährlich einen Bericht über ihre Lage und ihre Tätigkeiten. Dieser Bericht ist auf der in Absatz 1 erwähnten Internet-Webseite und auf Papier verfügbar.

#### Abschnitt 2 — Organe

**Art. 9** - Die SOWALFIN wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der sich aus vierzehn Mitgliedern zusammensetzt, die von der Generalversammlung ernannt und entlassen werden.

Elf Verwalter werden auf Vorschlag der Region ernannt. Die anderen drei Verwalter werden auf Vorschlag der anderen Aktionäre nach den in den Satzungen festgelegten Modalitäten ernannt, insofern diese anderen Aktionäre mindestens 5% des Kapitals und der Stimmenanteile der SOWALFIN in ihrem Besitz haben.

Die Dauer des Mandats der Verwalter wird in den Satzungen festgelegt. Sie darf sechs Jahre nicht überschreiten.

Der Verwaltungsrat ernannt nach gleichlautendem Gutachten der Regierung einen Vorsitzenden und zwei stellvertretende Vorsitzende unter seinen Mitgliedern.

Die Mitglieder der gesetzgebenden Kammern, des Europäischen Parlaments, der Räte der Gemeinschaften und der Regionen, die Personen, die die Eigenschaft eines Ministers, eines Staatssekretärs oder eines Mitglieds einer Gemeinschafts- oder Regionalregierung, eines ständigen Abgeordneten, eines Vorsitzenden einer Interkommunale, eines Bürgermeisters, eines Schöffen, eines Vorsitzenden eines öffentlichen Sozialhilfezentrums von einer Gemeinde

von mehr als dreißig Tausend Einwohnern haben, sind nicht berechtigt, dem Verwaltungsrat anzugehören oder mit Befugnissen, die unter den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrats fallen, betraut zu werden.

Das Mandat als Mitglied des Verwaltungsrats der SOWALFIN endet für die Personen, die in Absatz 5 erwähnte Ämter ausüben sollten, von Rechts wegen bei der Eidesleistung oder der Ausübung dieser Ämter.

**Art. 10** - Außer den Befugnissen, mit denen er durch das Gesetzbuch über die Gesellschaften betraut wird, hat der Verwaltungsrat die folgenden Aufgaben:

1° die allgemeine Politik der SOWALFIN zu bestimmen;

2° die Modalitäten und die allgemeinen Bedingungen für die Aktionen der SOWALFIN, sowohl in der Durchführung der ihr übertragenen Aufgaben im Rahmen der durch die Regierung festgelegten Ausrichtungen als auch für die Benutzung ihres Eigenkapitals festzulegen;

3° der Regierung die Abänderungen der Satzungen der SOWALFIN, die er für zweckmäßig hält, zur Zustimmung vorzulegen und der Regierung sein Gutachten über die Projekte solcher Abänderungen, wenn die Regierung die Initiative dafür nimmt, abzugeben;

4° der Regierung im Laufe des Jahres nach dem Ende des Rechnungsjahres einen Bericht über die Tätigkeit der SOWALFIN mitzuteilen, der insbesondere eine Sektoranalyse der Tätigkeiten umfasst. Dieser Bericht wird durch die Regierung innerhalb einer Frist, die einen Monat nicht überschreitet, an den Wallonischen Regionalrat zur Information übermittelt.

**Art. 11** - Ein Direktionsausschuss, der sich aus einem Vorsitzenden und zwei anderen vom Verwaltungsrat ernannten Mitgliedern zusammensetzt, wird innerhalb der SOWALFIN errichtet.

Der Verwaltungsrat wählt nach gleichlautendem Gutachten der Regierung den Vorsitzenden des Direktionsausschusses unter seinen Mitgliedern außerhalb seines Vorsitzenden und seiner stellvertretenden Vorsitzenden. Die anderen beiden Mitglieder des Direktionsausschusses werden vom Verwaltungsrat außerhalb seiner Mitglieder ernannt. Diese wohnen den Sammlungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme bei.

Die Mitglieder des Direktionsausschusses üben ihr Amt im Rahmen eines unbefristeten Arbeitsvertrags aus. Absätze 5 und 6 von Artikel 9 sind auf sie anwendbar.

Die Mitglieder des Direktionsausschusses bilden ein Kollegium.

**Art. 12** - Der Direktionsausschuss hat die Aufgabe:

1° die Durchführung der Aufgaben, die der Verwaltungsrat ihm anvertraut, zu gewährleisten;

2° die tägliche Geschäftsführung der SOWALFIN zu gewährleisten;

**Art. 13** - Die Generalversammlung übt die Befugnisse, die ihr durch das Gesetzbuch über die Gesellschaften anvertraut sind, aus.

Die Generalversammlung legt den Betrag der Entlohnung und der Bezüge der Verwalter fest.

**Art. 14** - In den Satzungen wird die Errichtung eines bzw. mehrerer Kreditausschüsse vorgesehen, die die Aufgabe haben, auf Vorschlag des Direktionsausschusses die Gewährung von Finanzierungen, Krediten, Bürgschaften und Rückdeckungen sowie ihre eventuelle Auflösung zu beschließen.

Jeder Kreditausschuss setzt sich aus dem Vorsitzenden und den stellvertretenden Vorsitzenden des Verwaltungsrats sowie aus den Mitgliedern des Direktionsausschusses zusammen. Jedes dieser Mitglieder hat beschließende Stimme. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, ihnen ein bzw. mehrere Mitglieder, die auf der Grundlage ihrer Fachkundigkeit oder ihrer Erfahrung gewählt werden, beizugeben. In diesem Fall gibt der Verwaltungsrat genau an, ob das bzw. die Mitglieder, die er bezeichnet, beschließende Stimme haben oder nicht.

Jeder Kreditausschuss handelt auf kollegiale Weise und die Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst.

**Art. 15** - In den Satzungen muss ein Orientierungsausschuss vorsehen und organisiert werden, der damit beauftragt ist, eine Konzertierung mit den Sozialpartnern anzustellen.

### Abschnitt 3 — Kontrolle

**Art. 16** - § 1. Die Regierung ernennt und entlässt drei "Kommissare der Regierung" genannte Kommissare, die die Aufgabe haben, dafür zu sorgen, dass die SOWALFIN in ihren gesamten Tätigkeiten und Geschäften die Gesetze, Dekrete, Erlasse, Satzungen oder alle gegebenenfalls anwendbaren Vertragsbestimmungen beachtet.

Die SOWALFIN zahlt den Kommissaren der Regierung ein Gehalt, das durch die Regierung bestimmt wird.

§ 2. Jeder Kommissar der Regierung hat das Recht, von jedem Beschluss der Generalversammlung, des Verwaltungsrats und des Direktionsausschusses Kenntnis zu nehmen, alle notwendigen Überprüfungen vorzunehmen und alle Auskünfte oder Dokumente, die für die Durchführung ihrer Aufgabe notwendig sind, zu fordern.

§ 3. Jeder Kommissar der Regierung hat das Recht, den Versammlungen des Verwaltungsrats mit beratender Stimme beizuwohnen.



§ 4. Die Kommissare der Regierung erstatten der Regierung einen regelmäßigen Bericht über die Ausführung ihrer Aufgabe und teilen die gesamten notwendigen Bemerkungen in Zusammenhang mit dieser Aufgabe mit. Jederzeit stellen sie der Regierung vollständige Auskünfte über die Finanzlage der SOWALFIN und über ihre Tätigkeiten zur Verfügung.

§ 5. Nachdem er die Meinung seiner Kollegen eingeholt hat, zeigt jeder Kommissar der Regierung bei der Regierung jegliche Handlung oder jegliches Versäumnis an, die bzw. das seiner Meinung nach seitens der SOWALFIN eine schlechte Ausführung ihrer Aufgaben bildet.

§ 6. Zwei Kommissare der Regierung, die gemeinsam handeln, sind außerdem berechtigt, jeglichen Beschluss des Verwaltungsrats, der die Gesetze, Dekrete, die Erlasse oder Satzungen der SOWALFIN missachtet, aufzuheben.

Die Kommissare der Regierung verfügen über eine Frist von vier Werktagen, um ihre Aussetzungsbefugnis auszuüben. Dieser Frist läuft ab dem Tage der Versammlung, im Laufe deren der aufgehobene Beschluss gefasst wurde, insofern die Kommissare der Regierung ordnungsgemäß geladen worden sind und im gegenteiligen Falle, ab dem Tage, an dem sie über den Beschluss in Kenntnis gesetzt wurden.

Wenn die Regierung innerhalb von fünfzehn Tagen nach der Aufhebung nicht entschieden hat, kann der Beschluss ausgeführt werden.

Wenn der Beschluss für nichtig erklärt wird, teilt die Regierung dies unverzüglich an die SOWALFIN mit.

**Art. 17** - Die Kontrolle der Finanzlage, des Jahresabschlusses und der Ordnungsgemäßigkeit der im Jahresabschluss im Hinblick auf das Gesetzbuch über die Gesellschaften und die Satzungen festzustellenden Operationen wird durch einen oder mehrere Revisoren durchgeführt, die unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren ausgewählt werden.

#### *Abschnitt 4 — Sonstige Bestimmungen*

**Art. 18** - Die SOWALFIN ist berechtigt, während des gesamten Zeitraums, in dem sie im Eigenkapital oder in übertragener Aufgabe eine Beteiligung von 25% oder mehr in einer Gesellschaft hält, alle Auskünfte von dieser Gesellschaft zu fordern. Sie nimmt an Ort und Stelle Einsicht in die Bücher, den Schriftwechsel, die Protokolle und generell in alle Schriftstücke dieser Gesellschaft.

**Art. 19** - Der Vorsitzende, die stellvertretenden Vorsitzenden und die Mitglieder des Verwaltungsrats, die Mitglieder des Direktionsausschusses, die Mitglieder eines Kreditausschusses, die Mitglieder des Orientierungsausschusses, die Kommissare der Regierung sowie das Personal der SOWALFIN dürfen unbeschadet der Verpflichtungen, die ihnen durch das Gesetz oder durch Dekret auferlegt werden und außer in den Fällen, wo sie vor Gericht als Zeuge aussagen müssen, keine vertraulichen Auskünfte oder Begebenheiten, von denen sie aufgrund ihrer Ämter erfahren haben, verbreiten.

**Art. 20** - § 1. Wer sich verweigert, die aufgrund von Artikel 18 zu erteilenden Auskünfte zu geben, wer wissentlich falsche oder unvollständige Auskünfte erteilt oder wer gegenüber der SOWALFIN eingegangenen Verpflichtungen wissentlich nicht nachkommt, wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis einem Jahr oder mit einem Bußgeld von 300 bis 1.000 Euro oder mit nur einer dieser Strafen belegt.

§ 2. Jeder Verstoß gegen Artikel 19 wird mit einer Gefängnisstrafe von einem Monat bis einem Jahr oder einem Bußgeld von 300 bis 1.000 Euro geahndet.

§ 3. Die Bestimmungen des Buches I des Strafgesetzbuches, mit Ausnahme vom Kapitel VII und von Artikel 85, finden Anwendung auf die in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Verstöße.

**Art. 21** - Die Kataster-, Einregistrierungs- und Domänenverwaltung ist befugt, sämtliche Urkunden über die Organisation und die interne Verwaltung der SOWALFIN zu beglaubigen.

**Art. 22** - Die Auflösung mit Liquidation der SOWALFIN kann nur aufgrund eines Dekrets ausgesprochen werden, das den Modus und die Bedingungen der Liquidation regeln wird.

#### *KAPITEL II — Beachtung des gemeinschaftlichen Wettbewerbsrechts*

**Art. 23** - Die gesamten finanziellen Maßnahmen, die durch die SOWALFIN an die Klein- und Mittelbetriebe erteilt werden, werden unter Beachtung der Verordnung (EG) Nr. 69/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf "De-minimis"-Beihilfen, die im Amtsblatt L10/30 vom 13. Januar 2001 veröffentlicht wurde und, wenn die durch diese festgelegten Höchstbeträge überschreitet sind, gemäß der Verordnung (EG) Nr. 70/2001 der Kommission vom 12. Januar 2001 über die Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags auf staatliche Beihilfen an kleine und mittlere Betriebe, die im Amtsblatt L10/30 vom 13. Januar 2001 veröffentlicht wurde, sowie gemäß den gesamten europäischen Normen, die die vorgenannten Texte ergänzen oder abändern könnten, erteilt.

#### *KAPITEL III — Übergangs- und Aufhebungsbestimmungen*

**Art. 24** - Die Aktiengesellschaft "Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries" (Wallonische Beteiligungs- und Finanzierungsgesellschaft für kleinere und mittlere Industrien), abgekürzt F.W.P.M.I.N., deren Gesellschaftssitz avenue Maurice Destenay 13, in 4000 Lüttich, gelegen ist, wird nach der Umwandlung ihrer Benennung in SOWALFIN und der Annahme der neuen Satzungen gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Dekrets in die SOWALFIN verwandelt.

**Art. 25** - § 1. Das Dekret vom 6. Mai 1999 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Société de garantie régionale wallonne" (S.G.R.W.) wird aufgehoben.

§ 2. Die "Société de garantie régionale wallonne" wird aufgelöst und liquidiert. Für alles, was nicht durch das vorliegende Dekret geregelt wird, finden die Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften Anwendung.

Der bzw. die von der Generalversammlung bezeichneten Liquidatoren haben unter anderem die folgenden zwingenden Aufgaben:

— die Lage der Personalmitglieder der S.G.R.W., einschließlich der Mitglieder ihres Direktionsausschusses zu regeln;

— die gesamten Aktiva, Rechte und Pflichten, die für die Weiterführung ihrer übertragenen Aufgabe unbedingt notwendig sind, einschließlich des Rechts auf den Mietvertrag und der Software-Programme auf die SOWALFIN, die es zu akzeptieren hat, für einen Euro zu übertragen;

— die eventuellen Liquidationserlöse auf die SOWALFIN zu übertragen.

Die so übertragenen gerichtlichen Verfahren bezüglich der Rechte und Pflichten der S.G.R.W. werden in übertragener Aufgabe durch die SOWALFIN eingeleitet oder weitergeführt, ohne Wiederaufnahme des Prozessverfahrens sowohl als Kläger als auch als Beklagter.

§ 3. In Abschnitt II – Garantiefonds – werden die Artikel 12 bis 27 des Gesetzes vom 4. August 1978 zur wirtschaftlichen Neuorientierung, was die Wallonische Region betrifft, aufgehoben.

**Art. 26** - Die SOWALFIN übernimmt in übertragener Aufgabe die Rechte und Pflichten des innerhalb der Aktiengesellschaft "Crédit professionnel" (Berufskredit) eingerichteten Garantiefonds, die aus den Rückversicherungsmaßnahmen der Kreditgarantiegemeinschaften entstehen, sowie die Rechte und Pflichten, die in Artikel 13 des Dekrets vom 6. Mai 1999 zur Gründung der Aktiengesellschaft öffentlichen Rechts "Société de garantie régionale wallonne" gegenwärtig erwähnt sind.

**Art. 27** - Die Regierung legt das Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets fest. Dieses Inkrafttreten darf nur nach der Umwandlung der Benennung der F.W.P.M.I. in SOWALFIN und nach der Annahme der neuen Satzungen, die nach Artikel 1 festgelegt und genehmigt sind, stattfinden.

Die Regierung kann das Inkrafttreten gewisser Bestimmungen des vorliegenden Dekrets verschieben.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 11. Juli 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Frau M. ARENA

—  
Fußnoten

(1) *Sitzung 2001-2002*

*Dokumente des Rats 371 (2001-2002), Nr. 1 bis 9*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll* - öffentliche Sitzung vom 9. Juli 2002

Diskussion — Abstimmung.

VERTALING  
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2002 — 2848

[C — 2002/27685]

11 JULI 2002. — Decreet houdende organisatie van het statuut van de « Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises » (Waalse maatschappij voor de financiering en de waarborg van de kleine en middelgrote ondernemingen), in het kort « SOWALFIN » (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

## HOOFDSTUK I. — Statuut en organisatie van de SOWALFIN

## Afdeling I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** De « Société wallonne de financement et de garantie des petites et moyennes entreprises » (Waalse maatschappij voor de financiering en de borgstelling van de kleine en middelgrote ondernemingen, in het kort « SOWALFIN ») is een vennootschap van openbaar nut die opgericht wordt onder de vorm van een naamloze vennootschap waarvan de maatschappelijke zetel in het Waalse Gewest gevestigd is.

De statuten van de SOWALFIN worden per authentieke akte vastgesteld, mits ze vooraf door de Regering worden goedgekeurd. Wijzigingen hierin moeten vooraf worden goedgekeurd door de Regering.

Voor al wat niet bij dit decreet geregeld is, valt de SOWALFIN onder de bepalingen van het Wetboek van de vennootschappen. Zijn daden worden geacht daden van koophandel te zijn.

Het verband tussen de SOWALFIN en diens personeelsleden is van contractuele aard.

Al zijn interventies in ogenschouw genomen waakt de SOWALFIN er, door de regels inzake zorgvuldig industrieel, financieel en commercieel beheer toe te passen, over een globale rentabiliteit te bereiken.

**Art. 2.** De effecten die het SOWALFIN-kapitaal vertegenwoordigen, zijn op naam.

Te allen tijde dient de meerderheid van het kapitaal en van het stemrecht van de SOWALFIN in handen van het Gewest te zijn. Het restkapitaal kan enkel in handen zijn van financiële instellingen die door de Regering erkend zijn.

**Art. 3.** De SOWALFIN heeft tot doel de creatie en de ontwikkeling van Waalse kleine en middelgrote ondernemingen te bevorderen door alleen of samen met derden financieringen, waarborgen, herverzekeringen of kredieten voor professioneel gebruik toe te kennen in diverse vormen.

Daarnaast voert de SOWALFIN de opdrachten uit die hem bij decreet of door de Regering overgedragen zijn en die verband houden met zijn maatschappelijk doel, op de wijze bepaald door de Regering. Het Gewest verstrekt de SOWALFIN de financiële middelen die nodig zijn voor het invullen van diens opdrachten en het dekken van de lasten die hieruit voortvloeien. In de rekeningen worden de verrichtingen van de SOWALFIN in toepassing van bedoelde opdrachten, afzonderlijk vermeld.

**Art. 4. § 1.** Voor de toepassing van dit decreet worden de kleine en middelgrote ondernemingen omschreven overeenkomstig de Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor de kleine en middelgrote ondernemingen, bekendgemaakt in het *Publicatieblad* L10/33 van 13 januari 2001, als ondernemingen :

— met een werknemersbestand van minder dan tweehonderd vijftig personen en met :

\* ofwel een jaarlijks omzetcijfer dat het bedrag van 40 miljoen euro niet overschrijdt;

\* ofwel een totaal op de jaarlijkse balans dat het bedrag van 27 miljoen euro niet overschrijdt;

en die de zelfstandigheidsnorm naleven, zoals hierna omschreven.

Indien het nodig is om een onderscheid te maken tussen een kleine en een middelgrote onderneming wordt de kleine onderneming omschreven als zijnde een onderneming :

— met een werknemersbestand van minder dan vijftig personen, en met :

\* ofwel een jaarlijks omzetcijfer dat het bedrag van 7 miljoen euro niet overschrijdt;

\* ofwel een totaal op de jaarlijkse balans dat het bedrag van 5 miljoen euro niet overschrijdt;

en die de zelfstandigheidsnorm naleeft, zoals hierna omschreven.

Als zelfstandig worden beschouwd de ondernemingen die niet voor 25 % of meer van hun kapitaal of stemrecht in handen zijn van één of verschillende ondernemingen die niet beantwoorden aan de omschrijving van de kleine en de middelgrote onderneming of, respectievelijk, de kleine onderneming. Bedoelde drempel mag in twee gevallen overschreden worden :

— als de onderneming in handen is van openbare participatiemaatschappijen, maatschappijen met risicokapitaal of institutionele investeerders en op voorwaarde dat door hen noch een individuele, noch een gezamenlijke controle uitgeoefend wordt op de onderneming;

— als uit de kapitaalspreiding blijkt dat het onmogelijk is te weten wie het kapitaal in handen heeft en als de onderneming verklaart dat ze wettig kan veronderstellen dat ze niet in handen is voor 25 % of meer van een onderneming of, gezamenlijk, van verscheidene ondernemingen die niet beantwoorden aan de omschrijving van de kleine en de middelgrote onderneming of, respectievelijk, de kleine onderneming.

De drempels bedoeld in leden één en twee worden berekend door de gegevens van de gerechtigde onderneming en van alle ondernemingen waarvan ze rechtsreeks of onrechtstreeks 25 % of meer van het kapitaal of van het stemrecht in handen heeft, op te tellen.

Indien de micro-ondernemingen van de andere types kleine en middelgrote ondernemingen onderscheiden dienen te worden, worden de eerstgenoemden omschreven als ondernemingen met minder dan tien werknemers in loondienst.

Indien een onderneming op de datum waarop zijn balans afgesloten wordt, bovengenoemde drempels inzake werknemersbestand of geldmiddelen overschrijdt of eronder zakt, verwerft of verliest bedoelde onderneming zijn hoedanigheid van « K.M.O. », middelgrote onderneming, kleine onderneming of micro-onderneming pas indien die omstandigheid zich gedurende twee opeenvolgende werkjaren voordoet.

Het aantal tewerkgestelde personen stemt overeen met het aantal werkeenheden per jaar, namelijk het aantal werknemers in loondienst die gedurende één jaar voltijds werkzaam zijn, waarbij deeltijdse dan wel seizoensgebonden arbeid breukgetallen van werkeenheden per jaar vormen. Het jaar dat in overweging dient te worden genomen, is het laatst afgesloten boekjaar.

De drempels die in acht genomen worden voor het omzetcijfer of het totaal op de balans zijn de drempels met betrekking tot het laatst afgesloten boekjaar van twaalf maanden. Voor pas in het leven geroepen ondernemingen waarvan er nog geen rekening afgesloten is, worden de in overweging genomen drempels te goeder trouw geschat in de loop van het boekjaar.

§ 2. De Regering kan de begripsomschrijving als kleine of middelgrote onderneming wijzigen en aanpassen aan de wijzigingen die deze begripsomschrijving in het Europese recht zou hebben ondergaan.

**Art. 5.** Het Gewest draagt de SOWALFIN op om tegen commissie een gedeeltelijke en aanvullende waarborg te verlenen voor de terugbetaling in kapitaal en interest van de leningen en kredieten die worden toegestaan door :

1° krediet- en geldinstellingen die erkend zijn door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen;

2° maatschappijen die gespecialiseerd zijn in de financiering van de verrichtingen voor de creatie en de ontwikkeling van kleine en middelgrote ondernemingen, met uitzondering van de ondernemingen waarvan de overheid rechtstreeks of onrechtstreeks meerderheidsaandeelhouder is en van de ondernemingen die in aanmerking komen voor een trekkingsrecht of een gewestelijke financiering.

De raad van bestuur van de SOWALFIN bepaalt de wijze van berekening van het niveau van de commissies al naar gelang het gelopen risico, evenals de wijze waarop bedoelde opdracht wordt uitgevoerd.

Bedoelde opdracht heeft betrekking op volgende verrichtingen :

1° het investeringskrediet en de leasing voor :

a. de financiering van bebouwde en onbebouwde onroerende goeden voor een maximumduur van vijftwintig jaar;

b. de financiering van machines voor een maximumduur van tien jaar;

c. de financiering van materieel, kantoormeubelen of outillering met een maximumduur van vijf jaar;

d. de financiering, met een maximumduur van vijf jaar, van immateriële investeringen zoals marktonderzoek, het organiseren, het onderzoeken en het afstellen van prototypes, van nieuwe producten, nieuwe fabricatieprocédés, commercialiseringsmethodes, handelsfondsen en de aankoop van vergunningen en brevetten;

2° het krediet voor de samenstelling, de versterking of de wedersamenstelling van het bedrijfskapitaal dat wegens de financiering van eerdere investeringen zoals bedoeld onder 1° afgenomen is;

3° het krediet voor de verhoging van de eigen middelen of semi-eigen middelen van een kleine of middelgrote onderneming waarvan het merendeel der aandelen in handen is van natuurlijke personen en dat door minstens één van bedoelde personen beheerd wordt;

4° het krediet voor de verwerving van aandelen of deelbewijzen in het kader van de overdracht of de aankoop van kleine en middelgrote ondernemingen;

5° het krediet voor de goede afloop van betalingen.

De Regering kan in voorkomend geval de verrichtingen bedoeld onder het derde lid aanvullen, nauwkeuriger bepalen of inperken.

Het uitstaand bedrag van de vastleggingen van de SOWALFIN voor de opdracht bedoeld in deze paragraaf wordt vastgesteld op een maximumbedrag van 400 miljoen euro. Bedoeld bedrag kan bij beslissing door de Regering vermeerderd worden tot 25 %.

De Regering bepaalt de de sectoren die niet in aanmerking kunnen komen voor de bepalingen bedoeld in de artikelen 3 en 5.

**Art. 6.** Indien de SOWALFIN eigen fondsen aanwendt, kan hij leningen aangaan die worden gedekt door de waarborg van het Gewest, tegen de voorwaarden bepaald door de Regering.

De SOWALFIN kan eveneens niet-converteerbare obligatieleningen uitgeven. Voor bedoelde publieke uitgifte is de machtiging van de Regering nodig, die daar de voorwaarden voor moet goedkeuren en ze met de waarborg van het Gewest kan voorzien, tegen de voorwaarden die de Regering bepaalt.

Het uitstaand bedrag van de vastleggingen van de SOWALFIN die door het Gewest gewaarborgd zijn in toepassing van het eerste en het tweede lid, wordt vastgesteld op een maximumbedrag van 250 miljoen euro.

De uitgaven waartoe het Gewest verplicht zou zijn krachtens bedoelde waarborg, worden in hoofdsom terugbetaald, vermeerderd met de interest tegen dezelfde voet als de rentevoet die voor de gewaarborgde leningen geldt. De terugbetalingen die de SOWALFIN verschuldigd is, worden uitsluitend via winstopneming verricht.

**Art. 7.** Voor de uitvoering van opdrachten die hem worden overgedragen of indien hij eigen middelen aanwendt, kan de SOWALFIN meer bepaald met het oog op een betere verwezenlijking van zijn maatschappelijk doel :

1° associatieovereenkomsten afsluiten, deelnemen aan verenigingen, groepen of vakverenigingen of er belangen in nemen;

2° een dochteronderneming oprichten, een deelbewijs verwerven in het kapitaal van een vennootschap door inbreng, afstand, inschrijving of elk ander middel, voor zover het maatschappelijk doel van de dochteronderneming of van de vennootschap waarin ze een deelbewijs heeft verworven, overeenstemt met het maatschappelijk doel van de SOWALFIN;

3° inschrijven op, in voorkomend geval converteerbare, obligatieleningen met of zonder inschrijvingsrecht, leningen uitgeven, waarborgen toestaan;

4° alle persoonlijke of zakelijke waarborgen en zekerheden nemen, meer bepaald, een pandrecht op een handelszaak;

5° een beroep doen op diensten van derden en hen belasten met elke opdracht die nuttig is voor de verwezenlijking van het maatschappelijk doel;

6° elke roerende zaak verwerven in het kader van zijn schatkistbeheer.

De SOWALFIN kan de verrichtingen bedoeld onder 1° en 2° slechts doorvoeren mits hij de uitdrukkelijke machtiging van de Regering krijgt. De verrichtingen bedoeld onder 3°, 4°, 5° en 6° kunnen doorgevoerd worden zonder machtiging van de Regering.

De artikelen 31 en 33 van de wet van 2 april 1962 tot oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van de gewestelijke investeringsmaatschappijen zijn van toepassing.

**Art. 8.** De SOWALFIN ontwikkelt en houdt een website bij waarop algemene informatie ter beschikking van het publiek wordt gesteld met betrekking tot zijn activiteiten, zijn doel, zijn actiemiddelen en de daarmee verband houdende modaliteiten, evenals andere gegevens en inlichtingen die hij nuttig zou achten.

Hij stelt eveneens schriftelijke documentatie met een gelijkwaardig informatieniveau ter beschikking van elke persoon die daarom verzoekt.

Jaarlijks maakt de SOWALFIN een verslag over zijn toestand en zijn activiteiten bekend. Bedoeld verslag is beschikbaar op de website bedoeld in het eerste lid en op een papieren informatiedrager.

#### *Afdeling 2. — Organen*

**Art. 9.** De SOWALFIN wordt bestuurd door een raad van bestuur bestaande uit veertien leden die benoemd en ontslagen worden door de algemene vergadering.

Elf bestuurders worden benoemd op de voordracht van het Gewest. De drie andere bestuurders worden benoemd op de voordracht van de andere aandeelhouders, op de wijze die in de statuten is bepaald, voorzover bedoelde andere aandeelhouders samen minstens 5 % van het kapitaal en van het stemrecht van de SOWALFIN in handen hebben.

De duur van het mandaat van de bestuurders wordt in de statuten vastgelegd. Ze kan de zes jaar niet overschrijden.

Uit zijn leden benoemt de raad van bestuur op eensluitend advies van de Regering een voorzitter en twee ondervoorzitters.

Leden van de wetgevende Kamers, van het Europese Parlement, van de Raden van de Gewesten en Gemeenschappen, de personen die de hoedanigheid van minister of staatssecretaris of lid van een Gemeenschaps- of Gewestregering bezitten, van bestendig afgevaardigde, van voorzitter van een intercommunale, van burgemeester, van schepen, van voorzitter van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een gemeente van meer dan dertigduizend inwoners mogen niet in de raad van bestuur zetelen noch bevoegdheden krijgen die onder de raad van bestuur ressorteren.

Voor de personen die één van de ambten bedoeld in het vijfde lid opnemen eindigt het mandaat van lid van de raad van bestuur van de SOWALFIN van rechtswege bij hun eedaflegging of vanaf het uitoefenen van bedoelde ambten.

**Art. 10.** Naast de bevoegdheden die hem toegekend zijn krachtens het Wetboek van de vennootschappen, heeft de raad van bestuur volgende opdrachten :

1° het algemene beleid van de SOWALFIN uitstippelen;

2° de wijze en de algemene voorwaarden bepalen waarop en, respectievelijk, waaronder de SOWALFIN intervenueert, zowel in de uitvoering van de hem toevertrouwde opdrachten in het kader van de door de Regering bepaalde beleidslijnen als voor de aanwending van de eigen middelen;

3° de statutenwijzigingen die hem gepast lijken, aan de Regering ter goedkeuring voorleggen en de Regering van advies dienen over projecten zoals wijzigingen waarvoor de Regering het initiatief neemt;

4° jaarlijks de Regering in de loop van het jaar volgend op het einde van het werkingsjaar een verslag overleggen over de activiteit van de SOWALFIN, waarin meer bepaald een sectorengewijze analyse van de activiteiten opgenomen is. Bedoeld verslag wordt door de Regering ter inlichting overgemaakt aan de Waalse Gewestraad, binnen een termijn van minder dan één maand.

**Art. 11.** Er wordt binnen de SOWALFIN een directiecomité opgericht, bestaande uit een voorzitter en twee andere leden die benoemd worden door de raad van bestuur.

De raad van bestuur kiest de voorzitter van het directiecomité uit zijn leden, welke een andere persoon moet zijn dan de voorzitter en de twee ondervoorzitters, op eensluitend advies van de Regering. De twee andere leden van het directiecomité worden door de raad van bestuur gekozen buiten diens kring en wonen aan de vergaderingen van de raad van bestuur met raadgevende stem bij.

De leden van het directiecomité oefenen hun ambt uit in het kader van een arbeidsovereenkomst van onbepaalde duur. Artikel 9, vijfde en zesde lid, is van toepassing op hen.

De leden van het directiecomité vormen een college.

**Art. 12.** Het directiecomité heeft volgende opdrachten :

1° ervoor zorgen dat de opdrachten die het van de raad van bestuur heeft gekregen, worden uitgevoerd;

2° het dagelijks beheer van de SOWALFIN op zich nemen.

**Art. 13.** De algemene vergadering oefent de bevoegdheden uit die hem krachtens het Wetboek van de vennootschappen worden toegekend.

De algemene vergadering legt het bedrag van de vergoeding en van de emolumenten van de bestuurders vast.

**Art. 14.** De statuten voorzien in de organisatie van één of meerdere kredietcomités met als doel, op de voordracht van het directiecomité te beslissen over het toekennen van financieringen, kredieten, waarborgen en tegengaranties, evenals hun eventuele opzegging.

Elk kredietcomité bestaat uit de voorzitter en de ondervoorzitters van de raad van bestuur, evenals de leden van het directiecomité. Elk dezer leden heeft een raadgevende stem. De raad van bestuur kan beslissen over de toevoeging van één of verschillende leden die gekozen worden wegens hun competentie of hun ervaring. In dat geval geeft de raad van bestuur aan of het lid dan wel de leden al dan niet een raadgevende stem hebben.

Elk kredietcomité is een collegiale instantie die beslist bij gewone meerderheid van stemmen.

**Art. 15.** De statuten moeten een oriëntatiecomité voorzien en organiseren, dat ermee belast is in overleg te voorzien met de sociale partners.

#### *Afdeling 3. — Controle*

**Art. 16. § 1.** De Regering benoemt en ontslaat drie commissarissen, « commissarissen van de Regering » genaamd en die als opdracht hebben erover te waken dat de SOWALFIN in al zijn activiteiten en verrichtingen de wetten, decreten, besluiten, statuten of elke contractuele bepaling naleeft die in voorkomend geval van toepassing zou zijn.

De SOWALFIN betaalt aan de commissarissen van de Regering een vergoeding uit die door de Regering is vastgesteld.

§ 2. Elke commissaris van de Regering heeft het recht om kennis te nemen van elke beslissing van de algemene vergadering, van de raad van bestuur en van het directiecomité; om alle nodige nazichten te verrichten en zich alle inlichtingen of stukken te laten verstrekken dan wel overhandigen die nuttig zijn voor de uitvoering van zijn opdracht.

§ 3. Elke commissaris van de Regering heeft het recht om met raadgevende stem de vergaderingen van de raad van bestuur bij te wonen.

§ 4. De commissarissen van de Regering brengen regelmatig verslag uit aan de Regering over de uitvoering van hun opdracht en delen al hun waarnemingen mee die in dat verband nuttig zijn. Te allen tijde houden ze volledige inlichtingen ter beschikking van de Regering aangaande de financiële toestand van de SOWALFIN en diens activiteiten.

§ 5. Elke commissaris van de Regering geeft, na het advies van zijn collega's te hebben ingewonnen, elke handeling of nalatigheid die volgens hem gelijkstaat met een onbehoorlijke uitvoering, door de SOWALFIN, van diens opdrachten, bij de Regering aan.

§ 6. Bovendien kunnen minstens twee commissarissen van de Regering die samen handelen elke beslissing van de raad van bestuur die strijdig is met de wetten, de decreten, de besluiten of de statuten van de SOWALFIN opschorten.

De commissarissen van de Regering beschikken over vier werkdagen om hun opschortingsbevoegdheid uit te oefenen. Bedoelde termijn gaat in vanaf de dag waarop de vergadering waarop de opgeschorte beslissing getroffen is, voor zover de commissarissen van de Regering naar behoren werden opgeroepen en, in het tegenovergestelde geval, vanaf de dag waarop ze er kennis van hebben genomen.

Indien de Regering niet beslist heeft in een termijn van vijftien dagen na de opschorting, kan de beslissing worden uitgevoerd.

Indien de beslissing te niet is gedaan, wordt daar door de Regering onverwijld kennis van gegeven door de SOWALFIN.

**Art. 17.** De controle over de financiële toestand, de jaarrekeningen en over de conformiteit van de verrichtingen die in de jaarrekeningen dienen te worden vastgesteld met het wetboek der vennootschappen en met de statuten wordt toevertrouwd aan één of meerdere commissarissen die door de algemene vergadering worden aangewezen uit de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

#### *Afdeling 4. — Diverse bepalingen*

**Art. 18.** Tijdens de hele periode waarin de SOWALFIN in de eigen middelen of als gedelegeerde opdracht een deelbewijs van 25 % of eer van een vennootschap in handen heeft, heeft hij het recht om alle inlichtingen over deze vennootschap op te vragen. Zonder verplaatsing neemt hij kennis van de boeken, de briefwisseling, de notulen en, in het algemeen, van alle geschriften van bedoelde vennootschap.

**Art. 19.** Onverminderd de verplichtingen die voortvloeien uit wet of decreet, en buiten de gevallen om waarin zij voor de rechtbank moeten getuigen, is het de voorzitter, ondervoorzitters en de leden van de raad van bestuur, de leden van het directiecomité, de leden van een kredietcomité, de leden van het oriëntatiecomité, de commissarissen, de commissarissen van de Regering, evenals het personeel van de SOWALFIN verboden om vertrouwelijke informatie of vertrouwelijke feiten naar buiten te brengen waarvan zijn wegens hun ambtsinvulling op de hoogte zijn gebracht.

**Art. 20. § 1.** Met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar en een boete van 300 tot 1.000 euro of met één van deze straffen wordt gestraft hij die weigert de inlichtingen te verschaffen die hij verplicht is te verstrekken krachtens artikel 18; hij die willens en wetens onjuiste of onvolledige inlichtingen verschaft; of hij die willens en wetens de verbintenissen die jegens de SOWALFIN zijn aangegaan, niet naleeft.

§ 2. Elke inbreuk op artikel 19 wordt gestraft met een gevangenisstraf van één maand tot één jaar of met een boete van 300 tot 1.000 euro.

§ 3. De bepalingen van boek I van het Strafwetboek, zonder uitzondering van hoofdstuk VII en van artikel 85, zijn van toepassing op de inbreuken bedoeld in de paragrafen 1 en 2.

**Art. 21.** Het bestuur van het kadaster, de registratie en de domeinen is bevoegd om de authenticiteit te verlenen aan elke akte die betrekking heeft op de organisatie en het interne bestuur van de SOWALFIN.

**Art. 22.** De ontbinding én vereffening van de SOWALFIN kunnen slechts uitgesproken worden bij decreet waarbij vereffeningwijze en -voorwaarden worden bepaald.

#### *HOOFDSTUK II. — Naleving van het Europese mededingingsrecht*

**Art. 23.** Elke financiële maatregel die door de SOWALFIN toegekend wordt aan de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt toegekend met inachtneming van de Verordening (EG) nr. 69/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op de minimis-steun, bekendgemaakt in het *Publicatieblad* L10/30 van 13 januari 2001 en, mocht het bij bedoelde verordening vastgestelde maximumbedrag worden overschreden, overeenkomstig de Verordening (EG) nr. 70/2001 van de Commissie van 12 januari 2001 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het EG-Verdrag op staatssteun voor de kleine en middelgrote ondernemingen, bekendgemaakt in het *Publicatieblad* L10/33 van 13 januari 2001 en overeenkomstig elke andere Europese norm waarmee bedoelde teksten aangevuld dan wel gewijzigd zouden worden.

HOOFDSTUK III. — *Overgangs- en opheffingsbepalingen*

**Art. 24.** De naamloze vennootschap « Société wallonne de participation et de financement des petites et moyennes industries » (Waalse participatie- en financieringsmaatschappij voor kleine en middelgrote industriebedrijven), waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 4000 Luik, avenue Maurice Destenay, wordt de SOWALFIN na wijziging van diens benaming tot SOWALFIN en goedkeuring van de nieuwe statuten overeenkomstig de bepalingen van dit decreet.

**Art. 25.** § 1. Het decreet van 6 mei 1999 waarbij de « Société de garantie régionale wallonne » (Waalse Gewestelijke Waarborgmaatschappij, in het kort S.G.R.W.) is opgericht, wordt opgeheven.

§ 2. De « Société de garantie régionale wallonne » wordt ontbonden en vereffend.

Voor al wat niet bij dit decreet wordt geregeld, zijn de bepalingen van het Wetboek van de vennootschappen die verband houden met de vereffening, van toepassing.

De vereffenaar(s), aangewezen door de algemene vergadering, heeft (hebben) meer bepaald als dringende opdracht :

— de toestand van de personeelsleden van de S.G.R.W. te regelen, daarbij inbegrepen de toestand van de leden van diens directiecomité;

— alle activa, rechten en verplichtingen die onontbeerlijk zijn voor het blijven uitvoeren van de opdracht die overgedragen is in toepassing van artikel 5, daarbij inbegrepen de huurrechten, voor één euro over te dragen aan de SOWALFIN, die verplicht is te aanvaarden;

— het eventuele positieve saldo van de vereffening aan de SOWALFIN over te dragen.

De aldus overgedragen rechtsoverdrachten die verband houden met de rechten en de verplichtingen van de S.G.W.R. worden als gedelegeerde opdracht aangespannen of vervolgd door de SOWALFIN als eiser of verweerder, zonder hervatting van het rechtsgeding.

§ 3. In Afdeling II – Waarborgfonds worden de artikelen 12 tot en met 27 van de wet van 4 augustus 1978 tot economische heroriëntering opgeheven voor wat betreft het Waalse Gewest.

**Art. 26.** De SOWALFIN neemt als gedelegeerde opdracht de rechten en verplichtingen van het Waarborgfonds dat is opgericht binnen de naamloze vennootschap Beroepskrediet die ontstaan zijn uit het herverzekeringsbeleid van de maatschappijen voor onderlinge borgstelling over, evenals de rechten en de verplichtingen momenteel bedoeld in artikel 13 van het decreet van 6 mei 1999 waarbij de « Société de garantie régionale wallonne » is opgericht.

**Art. 27.** De Regering bepaalt de inwerkingtreding van dit decreet. Bedoelde inwerkingtreding kan pas plaatsvinden na de wijziging van de benaming van de F.W.P.M.I. in SOWALFIN en na goedkeuring van de nieuwe statuten zoals vastgesteld en goedgekeurd overeenkomstig artikel 1.

De Regering kan in een uitgestelde inwerkingtreding voorzien voor sommige bepalingen van dit decreet.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 juli 2002.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Mevr. M. ARENA

—  
Nota's

*Zitting 2001-2002.*

*Stukken van de Raad 371 (2001-2002) nrs. 1 t.e.m. 9.*

*Volledig verslag, openbare zitting van 9 juli 2002.*

*Bespreking – Stemming.*